

où se vendent les produits de son industrie serait, pour le succès de son commerce, un obstacle insurmontable, si la modicité relative du prix de revient de ces articles de commerce ne lui permettait de soutenir avantageusement toutes les concurrences, malgré l'augmentation des frais de transport qui résulte d'une distance plus considérable.

Cependant, il advenait parfois, comme il arrive partout, que des ouvriers croyaient avoir à se plaindre des patrons qui les employaient. Et, n'ignorant pas ce qui se passait en d'autres pays, notamment dans la république voisine des Etats-Unis, la population ouvrière pensa que, dans son pays comme ailleurs, l'association était le seul moyen de sauvegarder ses intérêts contre les abus possibles du capital. C'est ainsi que se formèrent, parmi les ouvriers des fabriques de chaussures, trois sociétés : la Fraternité des Tailleurs de Cuir, l'Union protectrice des Cordonniers-Monteurs et la Fraternité des Cordonniers-Unis (Machinistes), ces deux dernières n'étant que des succursales d'associations répandues par tout le Canada. A son tour, le capital jugea que l'association lui était nécessaire pour le maintien de ses droits, et les propriétaires des vingt-et-une manufactures formèrent l'Association des Manufacturiers de chaussures de Québec. Et la lutte se poursuivit, de façon plus ou moins aiguë, entre le Travail organisé et les patrons, ceux-ci se plaignant des exigences des ouvriers, qui les forçaient de temps à autre à élever les salaires ; quant aux travailleurs, ils prétendaient être exploités par les manufacturiers, qu'ils accusaient de se faire des bénéfices excessifs, tandis qu'eux-mêmes ne pouvaient obtenir le juste salaire qui leur permit de subvenir à la subsistance de leur famille et à l'éducation de leurs enfants.

Un pareil état de choses plaçait le commerce dans une situation d'insécurité fort périlleuse, et faisait craindre aux manufacturiers de ne pouvoir plus soutenir avantageusement la concurrence sur les marchés de vente. Car, dans quelques cas, les ouvriers allaient jusqu'à s'opposer à l'emploi de certaines machines nouvelles, sur lesquelles les patrons pouvaient compter pour l'augmentation du travail productif et par suite pour l'abaissement des prix de revient.

La situation arriva, de l'avis des manufacturiers, à l'état